

Déclaration de Royaumont

Première déclaration

Déclaration des femmes militantes en faveur de l'action politique concrète

Après presque vingt ans d'apartheid imposé par l'Etat au Kosovo/a, de destruction des liens multiethniques

et multi-culturels, de destruction des savoirs et des traditions de communication ; toutes profondément affectées par les pertes de vies et par la violence lors des événements récents dans la

région et dans la dernière et tragique phase de la guerre en Yougoslavie, nous, femmes militantes,

participantes de la conférence de Transeuropéennes "Les femmes militantes dans les conflits : une

perspective pour les Balkans", à la Fondation Royaumont, du 3 au 6 décembre 1999, avons décidé de

travailler :

- pour la création de coalitions ad hoc des femmes contribuant au développement politique, social,

- économique et culturel de la région ;

- pour mettre fin à la spirale de la violence ;

- pour défendre et promouvoir les Droits de l'homme en élevant publiquement la voix contre leurs

- violations ;

- pour agir en faveur de la construction de l'espace public et politique nécessaires afin de guérir les

- traumatismes subis par tous les enfants, femmes et hommes, lors de la guerre au Kosovo/a, de faire

- face aux responsabilités ainsi qu'aux incessants problèmes liés à la peur, la faim, l'exclusion, la

- séparation, la migration forcée, la pauvreté et toutes autres privations en termes d'information,

- d'éducation et de culture dans tous les pays de la région ;

- pour appeler au soutien collectif et à la responsabilité individuelle comme processus politique

- permettant de mieux faire face aux pressions de la communauté, de surmonter les stéréotypes et les

- préjugés discriminatoires à l'encontre des femmes et des différents groupes ethniques ;

- pour renforcer le rôle des femmes, en facilitant leur accès aux positions politiques, en soutenant des

- femmes politiques et en collaborant avec des électrices pour promouvoir la participation des femmes à

- tous les niveaux de la prise de décision ;

- pour appeler à l'action politique des femmes contre l'Etat et les groupes
- pour établir un cadre normatif rehaussant la dignité de la femme dans les médias et facilitant l'accès des femmes aux structures de pouvoir au sein des médias ;
- pour proposer à l'Union européenne et à la communauté internationale un partenariat pour l'action, et renforcer des réseaux de résistance locaux et régionaux.

Royaumont, 5 décembre 1999

Notes
